

Accusé de réception en préfecture  
Date de télétransmission : 27/12/2023  
Date de réception préfecture : 27/12/2023

**Vu** la mise en compatibilité à la suite du décret ministériel n°2017-186 du 14 février 2017 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du tronçon de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris reliant les gares du Bourget RER au Mesnil-Amelot, et correspondant à la ligne 17 Nord ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral n°2021-0790 du 30 mars 2021 déclarant d'utilité publique le projet de réalisation de la maison d'arrêt de la Seine-Saint-Denis et emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Tremblay-en-France ;  
**Vu** la mise à jour n°1 par l'arrêté n°2021-015 du conseil de territoire le 28 octobre 2021 ;  
**Vu** l'arrêté n°2022-018 du 4 août 2022 de Paris Terres d'Envol portant engagement de la procédure de modification de droit commun n°2 du PLU de Tremblay-en-France ;  
**Vu** l'arrêté n°2023-005 du 16 mars 2023 de Paris Terres d'Envol portant engagement de la procédure de modification simplifiée n°9 du PLU de Tremblay-en-France ;  
**Vu** la délibération n°42 du 3 avril 2023 prescrivant la procédure de révision allégée n°1 du PLU de Tremblay-en-France ;  
**Vu** l'avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité environnementale d'Ile-de-France N° MRAe AKIF-2023-112 du 13 septembre 2023 concluant à l'absence de nécessité d'une évaluation environnementale de la révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de Tremblay-en-France après examen au cas par cas ;  
**Vu** la délibération n°XX du 18 décembre 2023 valant décision de non-réalisation d'une évaluation environnementale de la procédure de révision allégée n°1 à la suite de l'avis conforme de l'autorité environnementale ;  
**Vu** le bilan de la concertation ci-annexé ;  
**Vu** le projet de révision allégée du PLU ci-annexé.

**Considérant** que l'EPT Paris Terres d'Envol a prescrit la procédure de révision allégée n°1 du PLU de Tremblay-En-France afin de permettre la réalisation de la ligne 17 Nord du réseau de transport public du Grand Paris sur le territoire communal.

**Considérant** que la révision allégée n°1 vise ainsi uniquement, comme expliqué dans la notice de présentation ci-annexée, le déclassement partiel de deux secteurs inscrits au PLU comme faisant l'objet de dispositions particulières au titre de la protection du patrimoine paysager permise par l'article L.123-1-5.7° du code de l'urbanisme (L.151-23 selon le code de l'urbanisme en vigueur), à savoir :

- Un secteur parcs à proximité de la RD88 et du chemin des Saints-Pères.
- Un secteur jardin près du cimetière et du chemin des Plâtrières.

**Considérant** que la MRAe a conclu dans sa décision du 13 septembre 2023 à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale, suite à sa saisine pour avis conforme selon le dispositif d'examen au cas par cas dit « ad hoc » défini aux articles R.104-33 à R.104-37 du code de l'urbanisme, et que l'EPT Paris Terres d'Envol a ainsi décidé par délibération de ne pas réaliser d'évaluation environnementale de la procédure de révision allégée n°1.

**Considérant** qu'il convient désormais de poursuivre la procédure en arrêtant le projet de révision allégée n°1 et le bilan de la concertation.

**Considérant** que les modalités de concertation, définie dans la délibération n°42 du 3 avril 2023 et détaillée dans le bilan de concertation ci-annexé, ont été mises en œuvre et ont permis au public, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard des caractéristiques et de l'importance de la modification, d'accéder aux informations relatives au projet et de formuler des observations et propositions enregistrées et conservées par l'autorité compétence, à savoir l'EPT Paris Terres d'Envol, du 1<sup>er</sup> août au 27 novembre 2023.

**Considérant** qu'aucune contribution du public n'a été recueillie et portée à la connaissance de l'EPT Paris Terres d'Envol, pendant toute la durée de la concertation et sur l'ensemble des canaux de communication mis à disposition du public en mairie de Tremblay-en-France, au siège de l'EPT et sur internet (registre et adresse numérique dédiés).

**Considérant** que le bilan de concertation, ci-annexé, est ainsi favorable.

**Considérant** que le projet de révision allégée n°1 du PLU de Tremblay-en-France, ci-annexé, est prêt à être arrêté.

#### Après avoir délibéré,

- **Arrête** le bilan de la concertation ci-annexé,
- **Arrête** le projet de révision allégée n°1 du PLU de Tremblay-en-France, ci-annexé.
- **Précise** que, conformément à l'article L.153-34 du code de l'urbanisme, le projet de révision arrêté fera l'objet d'un examen conjoint de l'Etat et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du même code. Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sera annexé au dossier d'enquête publique.
- **Précise** que la présente délibération sera affichée en mairie de Tremblay-en-France et au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- **Précise** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la date la plus tardive de son affichage et / ou de sa publication.

#### Adopté à la majorité

(64 voix pour, 2 voix contre : Lino FERREIRA,  
Pierre LAPORTE, 4 abstentions : Rachid BELOUCHAT,  
Didier MIGNOT, Nelly ROLAND IRIBERRY, Oussouf SIBY)



Le Président

**Bruno BESCHIZZA**

093-200058097-20231218-165-18-12-2023-DE  
Date de télétransmission : 27/12/2023  
Date de réception préfecture : 27/12/2023